



ARRETE MUNICIPAL n° 2023-015

portant nomination d'un régisseur de recettes et de mandataires suppléants Régie restaurant scolaire

Le Maire de Grésy- sur- Aix,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

VU le décret N° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la NBI à certains personnels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 20086227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU les articles R 1674-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU l'arrêté n° 254 - 2014 du 11 juillet 2014 instituant une régie de recettes, pour le restaurant scolaire et les activités périscolaires,

VU les arrêtés 238-2015 et 18-2016 portant extension et modification de la régie de recette restaurant scolaire,

Vu l'arrêté 2023-014 portant mise à jour de la régie Restaurant scolaire,

CONSIDERANT que le RIFSEEP a été institué par délibération du 15/12/2017 et que l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) est exclusive de tout autre prime,

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 02/12/2022

ARRÊTE

Article 1 – Tous les arrêtés antérieurs relatifs à la nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires suppléants de la régie « restaurant scolaire et activités périscolaires » sont abrogés.

Article 2 : Mme **Océane PREVOSTO** est nommée **régisseur titulaire** de la régie de recettes pour les restaurant scolaire et les activités périscolaires avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 3 : En cas d'absence pour maladie, congé ou pour tout autre empêchement exceptionnel, Mme **Océane PREVOSTO** sera remplacée par **Mme Chloé MARRELLI** et **Mme Mireille MALLINJOURD**, mandataires suppléantes.

Article 4 : Mme **Océane PREVOSTO** est astreinte à constituer un cautionnement d'un montant de 1800 €.

Article 5 : Mme **Chloé MARRELLI** et Mme **Mireille MALLINJOURD**, mandataires suppléantes, ne sont pas astreintes à constituer un cautionnement et ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 6 : L'indemnité de responsabilité des régisseurs de recettes n'est pas cumulable avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions de sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). La part de l'IFSE attribuée à **Mme Océane PREVOSTO** valorise au travers de la cotation du poste occupé, la sujétion particulière liée aux fonctions de régisseurs.

L'indemnité de régisseur est calculée à hauteur du montant correspondant à la tranches des recettes encaissées pour la régie concernée.

Article 7 : le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont conformément à la réglementation en vigueur personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectué ;

Article 8 :

Elle ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal. Elle doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 9 : le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules et valeurs inactives aux agents de contrôles qualifiés.

Article 10 : le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle N° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Article 11 - Tout recours contre la présente décision doit être formé auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 12 - Le maire et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs et notifié aux intéressés.

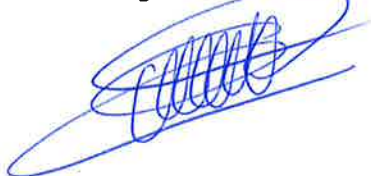
Grésy-sur-Aix, le 23 janvier 2023



Le Maire,
Florian MAITRE

Signatures du régisseur titulaire et du mandataire suppléant, précédées de la mention manuscrite « vu pour acceptation »

Océane PREVOSTO
Régisseur titulaire



Chloé MARRELLI
Mandataire suppléant



Mireille MALLINJOURD
Mandataire suppléant



Affiché/publié le : 30/01/2023
Certifié exécutoire le : 30/01/2023

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai